



CONNAÎTRE SES DROITS : DROIT À L'OUBLI

De quoi s'agit-il ?

Le droit à l'oubli est un **phénomène numérique** qui renvoie au droit fondamental de tout citoyen de demander la suppression (ainsi que la mise à jour et la modification) des informations personnelles le concernant. Il est donc établi que tout individu a le droit d'être oublié et de ne plus être associé à des faits qui ont fait l'objet de l'actualité dans le passé, puisque ces faits peuvent avoir un impact négatif sur sa vie privée et professionnelle.



Comment cela peut-il influencer la santé sexuelle et reproductive des jeunes ?

Le droit à l'oubli peut contribuer à protéger les jeunes contre la diffusion en ligne, sans leur consentement, de contenus explicites ou compromettants concernant leur santé sexuelle et reproductive ou leurs expériences privées antérieures. Cela permet d'éviter des préjudices potentiels tels que le cyberharcèlement, le *doxxing* ou l'exposition involontaire. Le droit à l'oubli peut également aider les jeunes à gérer les conséquences potentielles de l'utilisation d'informations sur la santé sexuelle et reproductive en ligne. Certains jeunes peuvent se tourner vers Internet pour obtenir des informations sur la santé sexuelle et reproductive, mais la crainte d'être catalogués ou stigmatisés peut les en dissuader. La possibilité de supprimer ces informations peut réduire la peur du jugement et favoriser la recherche d'informations exactes.

En outre, le droit à l'oubli peut entraver l'accès des jeunes à des informations pertinentes et essentielles en matière de santé sexuelle et reproductive. Si des personnes ont le pouvoir de supprimer des contenus en ligne relatifs à ce sujet, il existe un risque que des ressources utiles, éducatives ou de soutien soient supprimées, limitant ainsi l'accès à des informations vitales qui favorisent un développement sexuel sain. La suppression de certains contenus en ligne peut entraver les efforts de responsabilisation, d'éducation et de résolution des problèmes sociaux liés aux comportements sexuels. Des leçons peuvent être tirées des discussions publiques et du partage d'expériences, ce qui pourrait en fin de compte contribuer à une approche plus informée et plus responsable de la santé sexuelle et reproductive.



Soutenir la santé sexuelle et reproductive des jeunes à l'ère numérique : MEILLEURES PRATIQUES

Dans l'ensemble, si le droit à l'oubli peut contribuer à protéger la vie privée et le bien-être des jeunes en empêchant la diffusion d'informations sensibles en ligne, il est essentiel de trouver un équilibre entre le droit à la vie privée et l'accès à des ressources utiles en matière de santé sexuelle et reproductive. Il est important de mettre en œuvre des mesures qui garantissent une éducation à la santé sexuelle et reproductive précise, fiable et non stigmatisée, tout en préservant la vie privée des individus.

Comment soutenir les jeunes ?

- Sensibilisez les jeunes à leur trace numérique. Expliquez-leur comment fonctionne Internet, comment les informations personnelles peuvent être collectées et stockées, et parlez-leur des implications potentielles du partage de données personnelles en ligne ;
- Sensibilisez les jeunes et aidez-les à exercer leur droit de demander le retrait ou la suppression de leurs informations personnelles des plateformes en ligne et des résultats des moteurs de recherche. Expliquez-leur la procédure à suivre pour soumettre des demandes de retrait à des sites web ou à des moteurs de recherche. Montrez-leur comment rédiger une demande et fournissez-leur toutes les ressources ou informations de contact nécessaires. N'oubliez pas qu'il est essentiel de travailler dans le cadre juridique de votre compétence et de veiller à ce que les conseils fournis soient fondés sur des informations exactes et actualisées ;
- Aidez les jeunes à comprendre qu'il est important de protéger leur vie privée et de demander leur consentement avant de partager des informations personnelles en ligne ;
- Incitez les jeunes à réfléchir à leur présence en ligne et aidez-les à identifier tout contenu qu'ils pourraient vouloir supprimer ou corriger.



- Partagez des conseils sur la manière de configurer les paramètres de confidentialité sur les plateformes de réseaux sociaux, de supprimer ou de désactiver des comptes et de gérer l'e-réputation.

Phénomènes/outils numériques connexes :

Voir les fiches :

- Cyberharcèlement : *Doxxing* ;
- Contenu sexuellement explicite : OnlyFans ;
- Violence fondée sur le genre : Abus relatifs aux images intimes.

Pour en savoir plus :

- GPDP. "Diritto All'oblio," 2020. <https://www.garanteprivacy.it/i-miei-diritti/diritti/oblio>.
- Werro, Franz, ed. *The Right to Be Forgotten: A Comparative Study of the Emergent Right's Evolution and Application in Europe, the Americas, and Asia*. Ius Comparatum - Global Studies in Comparative Law, volume 40. Cham, Switzerland: Springer, 2020.
- Wolford, Ben. "Everything You Need to Know about the 'Right to Be Forgotten.'" GDPR.eu, November 5, 2018. <https://gdpr.eu/right-to-be-forgotten/>.

